

Lycées L'équivalent de treize postes supprimés dans le pays de Montbéliard

Les élus SNES-FSU des quatre lycées du pays de Montbéliard d'enseignement général et technologique (Cuvier, Grand-Chênois, Viette et Peugeot) ne cautionnent pas les calculs du ministère de l'Éducation nationale qui devrait se traduire par la suppression d'heures équivalent à treize temps pleins, s'opposent à ce qu'ils appellent « le dépeçage du service d'éducation publique ».

Inquiets les enseignants SNESFSU du pays de Montbéliard ? « Plus que ça encore, avoue Stéphane Grégoire, professeur au lycée Armand Peugeot à Valentigney. Se profile un lycée dont moi je ne veux pas car il ne répond pas à la vision éducative, égalitaire, sociale et juste de l'idée que je me fais du lycée de demain. Ce sera un lycée géré comme une entreprise où le côté humain et culturel sera rogné, voire sacrifié sur l'autel de la rentabilité ».

Non à la concurrence entre les lycées

Lors d'une conférence de presse hier soir, les élus SNES-FSU des lycées du pays de Montbéliard ont réaffirmé « la nécessité d'un enseignement qui aide tous les élèves ». Ils se refusent à participer « à des choix à l'aveugle, non pérennes », fustigent les calculs du ministère « qui n'aboutissent qu'à un jeu d'oppositions entre les établissements, les disciplines et les séries, qui détruisent la communauté éducative et annihilent toutes relations pédagogiques structurantes ». Dans sa lettre aux recteurs du 18 janvier, le ministre de l'EN demande que l'enveloppe horaire soit fixée « de telle manière que les établissements retrouvent au minimum, à effectif constant, des moyens équivalents à ceux qui leur étaient antérieurement affectés ».

Dont acte. Sauf...

Plus d'élèves, moins d'heures

Sauf que le rectorat, selon le SNES-FSU, entend retirer dans les lycées de l'académie l'équivalent de 88 postes ce qui, inéluctablement « aggravera encore les conditions d'apprentissage des élèves, de travail des personnels ». La dotation horaire globale se traduira dans le pays de Montbéliard par la perte de 18 h au lycée Armand Peugeot, soit l'équivalent d'un poste temps plein, de trois postes au Georges Cuvier, 6,7 postes au Jules Viette, 3 au Grand-Chênois. « La réforme nous est vendue à moyens constants. Or on a davantage d'élèves mais une baisse chaque année de la dotation horaire. Ce qui nous irrite sérieusement ». Autre sujet d'agacement avec les options en classe de seconde qui deviennent modules d'exploration et passent de 3 h à 1 h 30, les programmes en ES (économie et social) où « bizarrement » on écarte le volet relations sociales dans l'entreprise ! « Le gouvernement a concocté ses réformes sans aucune concertation avec les enseignants, joue la montre et veut faire passer ses décisions de façon insidieuses », dénoncent les enseignants.

Contrat d'objectif

À Valentigney, Armand Peugeot est le premier lycée à inaugurer le « contrat d'objectif » imposé par la rectrice. L'établissement doit s'engager à avoir 83 % taux de réussite au bac pour les séries S d'ici trois ans. La réussite de nos élèves est notre vœu le plus cher mais on ne peut pas prédire l'avenir. Pourquoi 83 % et pas 100 % ? Est-ce accepter l'échec de 17 % ? Que se passera-t-il si on n'atteint pas cet objectif ? On se fera taper sur les doigts ? ».